

14 mars 2007

## Un débat des chefs qui passe à côté de l'essentiel

Dans Le Devoir d'aujourd'hui (14 mars 2007), Manon Cornellier commente sur l'affaire, qui vire au scandale, du « *traitement des prisonniers capturés par les forces canadiennes et remis aux autorités afghanes en vertu d'une entente conclue à la fin de 2005.* » Elle fait remarquer que « *[d]ans le contexte électoral actuel, l'affaire n'a pas fait beaucoup de bruit au Québec...* » En effet ! Quand on rappelle au ministre de la Défense qu' « *on rapporte des cas de tortures et de mauvais traitements dans les prisons afghanes [...] le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, offre toujours la même réponse. La Croix-Rouge voit au grain et avisera le Canada en cas d'abus.* » Ce stratagème a fonctionné quelques mois jusqu'à ce que « *le Globe and Mail découvre que cette organisation n'a jamais conclu d'entente avec le Canada pour superviser les prisonniers transférés. Le CICR est informé du transfert, sans plus [...] Le ministre aurait donc menti à la Chambre?* » d'interroger diplomatiquement la journaliste. Pourtant, « *[d]'autres pays de l'OTAN, dont les Pays-Bas, le Danemark et la Grande-Bretagne, ont prévu des mécanismes de suivi de leurs prisonniers. Rien n'empêche le Canada d'en faire autant.* » De conclure : « *Si le ministre est incapable de répondre avec exactitude à des questions sur une entente conclue il y a des mois, comment peut-il offrir un portrait juste d'une situation autrement plus complexe sur le terrain?* »

On se dit que si le ministre des Transports du Québec devrait peut-être démissionner pour avoir caché que le viaduc de la Concorde avait des problèmes de structure, le ministre de la Défense du Canada aurait assurément cent fois plus de raisons de le faire car il a délibérément trompé la Chambre des communes et le peuple canadien au sujet des droits fondamentaux à la vie et à l'intégrité physique des prisonniers afghans. Cependant, de la politique de guerre du gouvernement canadien il n'a été nullement question lors du débat des chefs, politique sur-déterminée par le néolibéralisme guerrier qui a soif de pétrole à bon marché. Pas plus n'a-t-il été question du fondement du néolibéralisme, soit de la libre circulation des capitaux et des échanges commerciaux imposée par l'ALÉNA et l'OMC, politique économique fondamentale qui empêche toute politiques fiscale, sociale et écologique alternatives d'émerger. De la part des trois partis néolibéraux représentés à l'Assemblée nationale, cette omission cruciale n'a rien de surprenant car s'ils se chamaillent sur la vitesse d'implantation ou le degré d'intensité des politiques néolibérales, ou encore sur la meilleure façon de ne pas faire aboutir l'indépendance du Québec, ils s'entendent comme larrons en foire sur les fondements du fédéralisme néolibéral canadien.

En aurait-il été autrement si le parti Vert et Québec solidaire avaient été de la partie ? Rien à craindre des Verts qui, aux dires de leur chef, « *sont ouverts à une étroite collaboration avec l'industrie. "L'industrie, je ne suis pas allergique à ça. C'est elle qui a fait vivre ma famille, dit M. McKay. Si on passe notre temps à dire que tous les dirigeants d'entreprise sont des méchants pollueurs, on se les met à dos."* » D'ajouter, pour bien se faire comprendre, en se référant à Québec solidaire : « *Les extrémistes de gauche ne trouveront pas beaucoup d'écho chez nous* » (La Presse, 17 octobre 2006)

Pour Québec solidaire, « [p]lusieurs sujets cruciaux n'ont pas été soulevés lors du débat, a déploré Mme David à La Presse quelques minutes après le débat. “La lutte contre la pauvreté, la culture, la réforme du mode de scrutin et l'intégration des immigrants sont des sujets qu'on aurait abordés si on n'avait pu y participer.” » (La Presse, 14 mars 2007). Certes, ces sujets auraient mérité d'être débattus tout comme d'ailleurs la question des droits des autochtones dont Québec solidaire se refuse de reconnaître le droit à l'indépendance. Cependant, le débat aurait tout de même été à côté de l'essentiel soit la question du néolibéralisme guerrier qui bloque toute modification significative du statu-quo constitutionnel et socio-économique.

Tous ces politiciens et politiciennes seront-ils à la manifestation de samedi le 17 mars contre l'occupation de l'Iraq et de l'Afghanistan ? On peut parier que non sauf peut-être pour Québec solidaire. Cependant, la simple présence, sans faire de la question du néolibéralisme guerrier un thème majeur du débat électoral, pourrait être interprétée comme simple racolage électoraliste.

**Marc Bonhomme**

---

Appel à l'action le **17 mars 2007** par le [Collectif Échec à la guerre](#), l'[Alliance canadienne pour paix](#)

**Exigeons la fin des guerres  
d'occupation en Irak et en  
Afghanistan !**

Le 10 janvier 2007, George W. Bush annonçait l'envoi par les États-Unis de 21 500 soldats supplémentaires en Irak. Quelques semaines plus tôt, Stephen Harper appelait les membres de l'OTAN à envoyer plus de troupes au combat en Afghanistan. Même recette cul-de-sac pour « gagner les cœurs et les esprits » des populations irakienne et afghane ! Le Collectif Échec à la guerre et l'Alliance canadienne pour la paix rejettent ces orientations guerrières et appellent la population du Québec et du Canada à une journée pancanadienne d'action, le 17 mars prochain, contre les guerres d'occupation en Irak et en Afghanistan.

En Irak

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, en lançant sa « guerre contre le terrorisme » et en envahissant l'Afghanistan, le gouvernement Bush avait déjà l'intention d'occuper l'Irak. Après douze années d'impitoyables sanctions qui avaient fait plus d'un million de morts en Irak, quatre années d'occupation et de fausses promesses de démocratie et de reconstruction n'ont produit que plus de morts et de dévastation et précipité le pays en pleine guerre civile.

En octobre 2006, la revue médicale The Lancet estimait que 655 000 personnes de plus étaient mortes en Irak à la suite de l'invasion. La production pétrolière, la production électrique et l'approvisionnement en eau potable sont tous à des niveaux inférieurs qu'il y a quatre ans, sous les sanctions ! Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNHCR), sur une population totale de 26 millions, deux millions de personnes ont fui vers les pays voisins alors qu'il y a aussi 1,7 million de déplacés internes : « Bien que beaucoup de ces personnes aient été déplacées avant 2003, un nombre croissant d'Irakiens fuient désormais la violence sectaire, ethnique et généralisée qui ne cesse de s'intensifier. Pour la seule année 2006, l'UNHCR estime que près de 500 000 Irakiens se sont enfuis dans d'autres parties du pays et que, chaque mois, 40 000 à 50 000 personnes supplémentaires quittent leur foyer ».

### En Afghanistan

En Afghanistan, pays déjà ravagé par 30 années de guerre, la situation n'est guère plus reluisante après maintenant plus de cinq années d'occupation militaire 'alliée' : selon Human Rights Watch, plus de la moitié des membres du Parlement issu des élections de septembre 2005 sont liés à des groupes armés ou coupables de violations de droits de la personne; la culture illégale du pavot est, à nouveau, devenue la principale activité économique du pays (l'Afghanistan fournit plus de 90 % de l'héroïne mondiale); selon Amnistie Internationale, des milliers d'Afghans ont été torturés par l'armée étasunienne ou des groupes armés afghans agissant sous son contrôle; selon l'UNHCR, il y a toujours plus de trois millions de réfugiés afghans au Pakistan et en Iran et environ 120 000 déplacés internes; finalement, selon WOMANKIND Worldwide, après cinq ans et contrairement aux illusions qu'on entretient, il est impérieux que les médias, les gouvernements donateurs, les organisations internationales et le gouvernement afghan reconnaissent l'absence de progrès dans le domaine des droits des femmes et agissent immédiatement dans des secteurs clés (l'éducation, le système juridique, les services de sécurité, la santé et les moyens de subsistance) pour transformer des droits sur papier en droits effectifs.

### Des guerres de conquête de l'empire étasunien et de ses alliés

Le Collectif Échec à la guerre et l'Alliance canadienne pour la paix rejettent le discours mensonger de la « guerre contre le terrorisme » et du soi-disant soutien aux peuples irakien et afghan pour la démocratie et la reconstruction de leurs pays. Sous la direction du gouvernement des États-Unis et avec l'appui des élites économiques et politiques du Canada, il s'agit plutôt d'opérations de mainmise étrangère en vue d'obtenir, par la force, le contrôle des ressources du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Il ne s'agit pas de reconstruction, comme en témoignent les résultats décrits précédemment, mais aussi les dépenses engagées par nos pays. Alors qu'il annonçait un programme de soutien à l'emploi d'un milliard de dollars en Irak, le 10 janvier 2007, le président Bush s'apprête par ailleurs à demander 100 milliards pour poursuivre les guerres en Irak et en Afghanistan !

Au Canada, les annonces simultanées des ministres McKay et Verner de projets totalisant une vingtaine de millions de dollars en Afghanistan –10 millions pour des salaires de

policiers, 8,8 millions pour le déminage et 1,9 million pour stimuler le développement communautaire à Kandahar – ne sont que des miettes quand on pense que le Canada consacre plus d'un milliard de dollars par année pour continuer la guerre dans ce pays...

**NON aux guerres d'occupation en Irak et en Afghanistan.**

**OUI au retrait immédiat des troupes étasuniennes et canadiennes.**

**NON au partenariat militaire Canada-Etats-Unis.**

---

Appel appuyé par l'ADDS-Gatineau, Alliance canadienne pour la paix, CAZO, Communist Party Ottawa, CUPE 4600, Gerald and Maas, International Socialists, NOWAR-PAIX, NUPGE, OPIRG-Carleton, OPIRG-U. of O., Ottawa & District Labour Council, Ploughshares, Raging Grannies, ROCG